

Introduction

Depuis ses débuts en septembre 1993, le processus en cours au Moyen-Orient n'a cessé de me sembler à la fois inévitable dans son déroulement et sans surprise possible quant à ses résultats. Les incidents de parcours – du massacre d'Hébron à l'assassinat de Rabin, des attentats suicides aux représailles dans les Territoires, jusqu'au récent épisode Nétanyahou – n'ont rien changé à l'absolue disproportion des forces entre Israël et les États-Unis d'un côté et les Palestiniens et les états arabes de l'autre. Avec l'arrivée au pouvoir d'Ehoud Barak en mai 1999 les choses vont très certainement s'accélérer et il est fort probable que l'année qui vient verra la signature – sinon la mise en application – d'un accord de paix global entre Israël, les Palestiniens, la Syrie et le Liban. Les états arabes, et en particulier l'Égypte et la Jordanie, ont d'ores et déjà déclaré qu'ils y seraient favorables. Par ailleurs, tout porte à croire que Yasser Arafat et son cercle de courtisans offriront peu de résistance et que l'autodétermination des Palestiniens, c'est-à-dire leur droit de vivre en liberté, sera une fois de plus renvoyée aux calendes. Israël, à coup sûr obtiendra ce qu'il souhaite.

Les essais réunis dans ce livre constituent une chronique personnelle du « processus de paix » initié par les accords d'Oslo, une tentative de mettre à nu ses présupposés et ses motivations, d'en examiner, dans

le détail, la mise en application et les échecs et surtout de montrer pourquoi, en dépit du formidable effort médiatique et politique à nous prouver le contraire, ce n'est pas ici d'une vraie paix qu'il s'agit. Je n'ai jamais cessé de penser qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit israélo-arabe et que le seul espoir réside dans une coexistence digne et loyale entre les deux peuples, fondée sur l'égalité et l'autodétermination. Or le Moyen-Orient compte aujourd'hui pour 60% des ventes d'armes dans le monde. Les sociétés des pays arabes sont de plus en plus militarisées, les libertés démocratiques abolies, l'éducation et l'agriculture en grave déclin et les droits des citoyens dans une situation pire qu'en 1948. Depuis cette date, qui est à la fois celle de la fondation de l'État d'Israël et de la *nakba* (la catastrophe palestinienne), le moins qu'on puisse dire est que la politique de partition n'a pas fait merveille. La séparation des peuples en entités étatiques supposées homogènes a placé les « outsiders » dans une situation impossible, non seulement en Israël mais dans des pays comme le Liban où dix-sept ans d'une guerre civile déclenchée par le sectarisme et la haine de l'autre n'ont abouti qu'à une société encore plus sectaire. En Israël les non-juifs, c'est à dire les Palestiniens, représentent 20% de la population, si bien que même l'État juif n'est pas exclusivement juif. Les accords d'Oslo ont entériné cet état de fait au lieu de chercher à le modifier. Or, aussi longtemps que tout un peuple se sentira frustré dans ses aspirations et traité en inférieur pour des raisons ethniques ou religieuses, le cercle vicieux de l'insécurité ne fera que se perpétuer.

Les textes ici présentés ont été écrits dans l'optique d'une nouvelle approche, non seulement du passé et du présent mais aussi de l'avenir. J'y exprime la conviction que pour vivre *avec* l'autre, il faut non seulement connaître sa propre histoire mais aussi celle

de l'autre. Qu'il s'agisse des Israéliens ou des Palestiniens, cette prise de conscience fait cruellement défaut. La direction palestinienne actuelle tente de satisfaire ses mentors américains et israéliens en entretenant un lâche silence sur la tragédie historique de son propre peuple. L'exemple le plus récent est la manière dont l'OLP a décommandé une réunion qui devait se tenir à Genève le 15 juillet 1999 avec les parties contractantes des Conventions de Genève sur la guerre. Cette réunion avait été demandée par l'OLP et acceptée par les Nations Unies, pour tenter de protéger les populations palestiniennes de Gaza et de Cisjordanie contre les exactions israéliennes (emprisonnements, tortures, expropriations, démolitions de maisons...), qui violent ces mêmes Conventions. Après une très brève séance, l'OLP a décidé avec désinvolture de décommander la réunion, pour la seule raison de ne pas déplaire à Ehoud Barak. Et ce, avant même d'avoir entamé les négociations avec un dirigeant qui a une histoire personnelle avec les Palestiniens faite de haine et de meurtre, et dont les déclarations montrent qu'il n'a aucune intention de démanteler les colonies illégalement installées depuis 1967. Il faut savoir qu'il y a en ce moment 13 000 constructions en cours dans les colonies, que 42 nouvelles implantations ont eu lieu en Cisjordanie depuis l'an dernier (1998-99), et qu'avec les 144 colonies déjà existantes, et en incluant la population de la zone annexée de Jérusalem, ce sont 350 000 colons juifs qui vivent sur la terre palestinienne. Nos dirigeants refusent de se confronter à ce problème. C'est contre ce mélange d'imposture et de manipulation que je m'élève ici, me fondant sur des faits historiques et non sur des fictions.

Du côté de l'histoire d'Israël, il faut saluer le travail des « nouveaux historiens » car ils ont mis en évidence l'ensemble des mythes et des récits de pro-

pagande qui cherchaient à masquer la responsabilité de l'état juif dans la catastrophe palestinienne de 1948. Tant que cette responsabilité historique ne sera pas reconnue officiellement par les dirigeants israéliens, tant qu'elle ne sera pas honnêtement assumée par la société israélienne et par sa classe politique, je maintiendrai que des signatures au bas de documents ne sont pas des gages de paix. Il reste trop de réfugiés (au moins quatre millions), trop d'aspirations déçues, trop de discriminations à l'encontre des Palestiniens pour qu'ils se satisfont de bricolages tels que le processus d'Oslo. Au lendemain de la guerre menée par l'OTAN pour ramener chez eux les réfugiés du Kosovo, il paraît ridiculement injuste de ne pas appliquer les mêmes critères, le même droit au retour à un peuple qui a été chassé par une volonté de purification ethnique voici cinquante ans. Mais qu'on me comprenne bien : je suis un partisan déterminé de la paix dans la coexistence et l'égalité des peuples israélien et palestinien sur le territoire de la Palestine historique. Je suis donc tout l'opposé d'un ennemi de la paix. Ce que je veux dire, c'est que le « processus de paix » en cours n'est qu'un expédient, un pari inconséquent qui a déjà fait plus de mal que de bien. Les faits sont têtus et j'ai essayé de les aborder de front dans ces textes. C'est aux intellectuels qu'il revient de faire l'effort auquel nos dirigeants se refusent.

Mais il suffit que les Américains décident pour que les Arabes obtempèrent. Que les accords d'Oslo et de Wye Plantation servent ou desservent la cause de l'autodétermination palestinienne, peu importe, aucun de nos dirigeants n'est prêt à essayer d'y changer quelque chose ou à y renoncer. De l'autre côté, Nétanyahou, qui a essayé, a été battu aux élections. Ehoud Barak, le héros de l'heure, a été élu en se proclamant candidat de la paix. Cela ne signifie pas grand chose. Vu ses antécédents et ses dernières déclarations, je ne

vois pas en quoi ses vues diffèrent, sur le fond, de celles de Nétanyahou. Pour lui, Jérusalem reste un point non négociable, sauf à laisser les Palestiniens régir quelques lieux sacrés dans la vieille ville et à leur permettre de faire du quartier d'Abou Dis leur nouvelle Jérusalem. Les colonies et les routes de contournement qui quadrillent les Territoires vont demeurer en place. La souveraineté, le contrôle des frontières, la sécurité générale, les droits sur l'eau et l'air resteront aux mains d'Israël et les millions de réfugiés n'auront qu'à réclamer de l'aide ailleurs. Moyennant quoi on peut tolérer à peu de frais un état palestinien croupion sur lequel l'Autorité pourra continuer à exercer sa loi.

Quoi qu'il en soit, Barak ne semble pas enclin à envisager la coexistence dans l'égalité entre Palestiniens et Juifs israéliens. Il l'a clairement exprimé : c'est la séparation qu'il vise et non l'intégration. Peut-être est-il un homme politique d'une autre espèce que Nétanyahou, peut-être est-il capable d'une volte-face inattendue, mais rien pour l'instant ne permet de l'entrevoir, si ce n'est l'optimisme officiel des Palestiniens et les espoirs de l'administration américaine et de quelques sionistes de gauche, en Israël et ailleurs. Barak, en homme prudent, cherche à obtenir en Israël un consensus à profil bas, qui, presque par définition, ne prendra guère en compte les aspirations des Palestiniens à une vraie indépendance et une vraie liberté. En échange de concessions qui ne lui coûtent pas grand chose, ce qu'on lui promet du côté arabe, c'est une normalisation totale, une paix totale, une totale ouverture des marchés. Il serait fou de ne pas accepter, de ne pas poursuivre dans la voie de Wye Plantation, de ne pas accepter un mini-état palestinien inoffensif. S'il y a une chose que les Israéliens ont apprise durant les cinq dernières années, c'est qu'on peut faire confiance à Arafat pour faire la poli-

ce et pour démoraliser son peuple, de façon beaucoup plus efficace que l'administration civile israélienne. Pourquoi s'en priver, pourquoi ne pas le laisser transformer ses maigres territoires en État palestinien ?

Tout cela n'annonce pas des jours très heureux. Mais en l'absence d'une opposition palestinienne crédible – et elle tarde à se former –, il faut s'interroger sur la stratégie et la tactique à suivre. En premier lieu, je ne vois pas comment empêcher Arafat et les siens de poursuivre leur politique habituelle, qu'il s'agisse des finances, des droits civiques ou des négociations de paix. Étant donné leur faiblesse, ils n'ont pas le choix, et sont de toutes façons structurellement incapables d'agir autrement. Les habitudes sont les habitudes, et leurs agissements, de surcroît, conviennent parfaitement à leurs « partenaires » du processus de paix.

La question est de savoir combien d'effets néfastes ce processus de paix peut encore engendrer pour le peuple palestinien, si tant est qu'il désire toujours accéder à une vraie autodétermination. Pour ma part, je pense que ce désir existe, que cinquante ans d'oppression, avec des dirigeants désastreux, n'en ont pas éteint la flamme même si elle peut paraître par moment vacillante face à tant d'ennemis, d'obstacles, et d'aléas. Il se pourrait, évidemment, que les Palestiniens soient définitivement « amérindianisés », mais l'évolution démographique autant que l'absurde arrogance de la classe politique israélienne ont de bonnes chances de faire qu'il en soit autrement. Les peuples tendent à s'opposer d'autant plus résolument aux efforts déployés pour les réduire au silence que ces efforts sont plus violents. De même les Palestiniens ; de plus, ils savent qu'en 2010 les Arabes palestiniens et les Juifs israéliens seront en nombre égal sur le territoire. Mais il faut se garder de considérer le suc-

cès comme acquis : l'histoire est un arbitre cruel pour le destin des peuples qui sont à la fois petits et faibles. Aussi, notre degré de motivation et de volonté seront déterminants.

Ceux qui défendent les accords d'Oslo escomptent que leur persévérance et la lenteur du processus lui-même finiront par venir à bout des résistances. C'est peut-être bien calculé, même si la majorité des travailleurs et des agriculteurs palestiniens ont vu leur situation empirer depuis la signature des accords : le chômage a dramatiquement augmenté depuis 1993, le produit national brut a diminué de moitié, les déplacements à l'intérieur même de la Palestine sont devenus très difficiles, Jérusalem est inaccessible et il n'existe pas de passage entre la Cisjordanie et Gaza. C'est la classe travailleuse dont on confisque la terre, dont on supprime les emplois, dont on réduit le niveau de vie. C'est elle qui est malheureuse. C'est elle la majorité. Il existe certes un petit nombre d'hommes d'affaires et de spéculateurs palestiniens qui tirent parti de la situation. On parle d'eux dans la presse internationale, ils programment des réunions avec les Israéliens et les Américains pour organiser commerce et investissements dans la région. Tout ceci est bien connu, comme est notoire la corruption qui ronge l'Autorité, ses courtisans et ses parasites. Ce qu'on sait moins, c'est qu'il existe, dans la classe moyenne-supérieure, des professionnels à des postes de direction, qui, sans être vraiment satisfaits, s'accommodent du statu quo. Je sais qu'il est facile de critiquer quand on n'est pas soi-même en situation de chômage ou simplement confronté aux aléas et aux obstacles du quotidien. Je comprends très bien qu'après tant d'années d'angoisse et d'incertitude des médecins, des ingénieurs, des professeurs, des économistes, des avocats palestiniens ressentent le besoin de tirer le meilleur parti d'une mauvaise situation. Sans vou-

loir le moins du monde sous-estimer leurs difficultés, je pense pouvoir dire que ces hommes ont fait la paix avec la situation présente.

Des bailleurs de fonds comme l'Union européenne, la fondation Ford et bien d'autres, versent de l'argent en quantité pour créer des instituts de recherche, des centres d'étude, des associations féminines, des groupes professionnels, qui fonctionnent très efficacement, pour la plupart sous la forme d'ONG (Organisations non gouvernementales). Il est malheureux de voir que l'Autorité fait montre d'hostilité contre ces ONG qu'elle considère à juste titre comme des concurrents, tant pour l'influence que pour la collecte de fonds. Durant les quatre dernières années, elle a essayé de ponctionner leur budget, de leur rendre la vie difficile, voire de les obliger à fermer leurs portes. Malgré cela, les ONG poursuivent leur travail, du moins tant qu'il y a des financements et que la détermination de leurs membres ne faiblit pas. C'est là un point positif. Mais on peut se poser la question de la stratégie à long terme de ces organisations, de la nature de leur action. En clair, sont-elles des substituts de mouvements politiques, ou peuvent-elles le devenir ? La réponse est certainement non, car chacune d'entre elles travaille dans un rapport bilatéral avec l'institution qui la finance, et toutes admettent, de manière plus ou moins explicite, que l'argent consacré au développement démocratique, à la santé, à l'éducation – points essentiels, évidemment – n'est versé que dans le cadre du processus de paix. Si bien que ces ONG, tout utiles qu'elles soient, finissent par devenir une fin en soi plutôt qu'un levier de changement. L'absence de véritable direction, le manque de perspectives politiques à long terme, la quiescence générale de la vie palestinienne où chacun cherche plus ou moins à s'en sortir individuellement, finissent par donner plus d'importance à des tâches

secondaires – collecter des fonds, faire travailler des équipes, organiser des réunions à l'étranger – qu'à ce qui doit rester notre principal souci, nous libérer de l'occupation, en finir avec la dépossession et le mépris de la démocratie. L'un des effets du processus d'Oslo est d'encourager un nationalisme étroit au détriment d'un véritable mouvement social, de dépolitiser la société palestinienne pour l'intégrer dans le moule américain où le marché est roi ; tout le reste est insignifiant. Avoir un Institut palestinien pour la démocratie, une Université palestinienne ou une Association médicale palestinienne n'est pas un objectif suffisant. Fanon avait raison en 1960 quand il disait aux Algériens que le but de la lutte de libération n'était pas de troquer les policiers français contre des policiers algériens. Le but, c'est de changer les mentalités. Et ce changement me semble progressivement érodé par la vogue actuelle des séminaires, des missions de collecte de fonds et autres rapports de projets. Il nous faut nous concentrer sur le destin collectif du peuple palestinien, quand bien même cela semble aujourd'hui utopique ou hors de propos. Si notre conscience collective cède sur les questions fondamentales de liberté et d'autodétermination, nous risquons de sombrer, pavillon haut, dans la mondialisation du marché.

Autre face de nos difficultés actuelles, autre raison de l'impasse où nous nous trouvons – et c'est une conséquence de ce qui précède : être ou demeurer Palestinien n'est pas une fin en soi. Le spectacle télévisé des parades et des gardes d'honneur au service de M. Arafat à Gaza est, à mes yeux, pathétique. Uniformes et drapeaux ne sont que de vains symboles, et toutes ces démonstrations sont bien dans l'esprit colonial du processus de paix. Israël et les États-Unis se réjouissent de nous voir jouer avec ces hochets

Israël-Palestine, l'égalité ou rien

tandis qu'ils gardent la main sur les vrais problèmes. J'ai toujours pensé que la Palestine signifiait beaucoup plus que cela. Le combat pour les droits des Palestiniens est d'abord et avant tout un combat laïque et moderne pour la création d'un pays membre à part entière du monde contemporain d'où nous avons été exclus. L'égalité ou rien : il ne s'agit ni de revenir au passé ni de fonder une petite entité paroissiale qui se contenterait d'offrir au monde une nouvelle ligne aérienne ou de jolis timbres en couleurs.

Parce que la lutte contre le nationalisme juif est difficile, j'ai toujours pensé que l'idée de Palestine doit être synonyme d'une nouvelle modernité fondée sur le dépassement des horreurs du passé et sur des relations avec le monde entier, c'est-à-dire non pas limitées à Israël et aux pays arabes, mais étendues à la Chine, à l'Inde, au Japon, à l'Afrique, à l'Amérique latine, et bien sûr à l'Europe et aux États-Unis. Tout cela réclame une connaissance et une curiosité accrues envers les autres peuples, envers les autres histoires. C'est seulement ainsi que les Palestiniens pourront transcender leur condition de petit peuple et devenir un pays d'avant-garde, comme l'Afrique du Sud moderne, qui a su associer le monde entier à sa lutte pour la justice. Nous avons perdu pour le moment confiance en nous-mêmes, nous avons perdu le sentiment d'appartenir au reste du monde, parce que nos dirigeants sont incapables, et aussi parce que nous avons appris à nous contenter de survie élémentaire et d'acquis symboliques. Notre espoir réside dans la génération de mes enfants, dans ces jeunes gens qui ont la chance de n'être ni des infirmes de la *nakba*, ni des victimes de l'obscurantisme qui prévaut dans le monde arabe actuel. Sinon, autant baisser les bras et se suffire de leurres, à commencer par cette fiction d'état palestinien proclamé, on s'en souvient, à Alger en novembre 1988.

La prochaine phase du processus, avec Ehoud Barak et les autres, va se poursuivre comme prévu. Il n'y a pas lieu de s'en réjouir, l'étroitesse et la mesquinerie des résultats sont écrits d'avance. Au-delà de ces épisodes, nous sommes embarqués dans une histoire beaucoup plus lente et longue. J'ai essayé de montrer qu'il faut à cet égard mettre l'accent à la fois sur le réveil des consciences et sur les étapes concrètes de la lutte. Nous devons aussi réfléchir à la relation de notre histoire, sous sa forme proprement palestinienne, avec des luttes comparables ailleurs dans le monde. Là encore, le véritable enjeu s'inscrit davantage dans une perspective à long terme que dans le contexte des prochaines péripéties politiques.

New York, juillet 1999